

Comité Social et Économique d'Établissement Appli de l'UES Capgemini
 Réunion ordinaire du 24 février 2022

Vos représentants CFE-CGC

Nom	Rôle	Présence
Stéphane MISTRAL BERNARD	Élu titulaire	
Lygie PORCHET DE KERPOISSON	Élue titulaire	X
Alain JAMMES	Élu titulaire	X
Christine CHOVET	Élue suppléante	X (Matin)
Frederic TRIOU	Élu suppléant	X (Après-midi)
Léna SALAUN	Élue suppléante	
Eric RICARD	Représentant Syndical titulaire	X
Elsa SITBON	Représentante Syndical suppléante	

Ordre du jour

1. Activité et situation économique, financière et de l'emploi au sein du périmètre Appli
 - a. Activité et situation économique et financière (dont ARVE) : BU Sogeti
 - b. Activité et situation économique et financière (dont ARVE) : Application Services (dont Insight & Data)
 - c. Activité et situation économique et financière (dont ARVE) : FSSBU
 - d. Effectifs, TEA et Astreinte
2. Approbation du projet de PV des réunions du 25 mars, 10 mai, 03 juin (réunion 1), du 03 juin (réunion 2), du 10 novembre (réunion 1), 10 novembre (réunion 2) & 16 décembre 2021
3. Consultation sur la politique sociale de l'entreprise, les conditions de travail et l'emploi
 - a. Complément d'avis au titre de l'égalité professionnelle
4. Consultations annuelles (orientations stratégiques, situation économique et financière, politique sociale)
 - a. Principe du recours à un expert
 - b. Désignation de l'expert
5. Désignation des 2 représentants du CSEE Appli en vue de la présentation annuelle des comptes sociaux
6. Information et consultation sur un projet de licenciement pour inaptitude avec dispense d'obligation de reclassement de Monsieur Michaël FLICK, représentant de proximité au sein du périmètre Appli Bretagne/Normandie
7. Désignation d'un nouveau membre titulaire au CSEC
8. Modification et désignation de représentant de proximité
9. Modification & désignation de membres des commissions du CSEE
10. Attributions du CSEE appli en matière de santé, sécurité et conditions de travail :
 - a. Information sur le Bilan HSCT 2021 en vue de la consultation sur la politique sociale Q4 2021
 - b. Information en vue de la consultation ultérieure sur le projet de DUER 2022
 - c. Information en vue de la consultation ultérieure sur le Papripact 2022



LinkedIn



Ordre du jour et déroulement de la réunion

Le CSE a débuté par une minute de silence en hommage à nos deux collègues Laurent Jamin et Jacqueline Héot.

1. **Activité et situation économique, financière et de l'emploi au sein du périmètre Appli** a. **Activité et situation économique et financière (dont ARVE) : BU Sogeti**

Semaine	7	
Entité	ARVE	Nb intercontrat
AMS	88,83%	53
CCA	83,11%	122
DCX	79,90%	97
PBS	82,67%	69
PER	82,61%	54
AS France	82,44%	395
FSSBU	84,00%	94
I&D	80,30%	91
BU Sogeti	81,20%	151

Le TACE global de la BU Sogeti est de 81,2 qui se décompose comme suit :

- 83,3 IDF
- 84 Grand Est
- 84,7 Grand Ouest

La BU est sur une très bonne dynamique sur ce début d'année notamment au niveau Testing et ce malgré le transfert des activités de cybersécurité vers CIS.

Les élus CFE-CGC s'inquiètent du TACE de la région EST qui est à 81. La direction évoque un manque de diversification, cet effort ayant été fait sur Med en 2021 et pas sur EST. La direction n'est pour autant pas inquiète mais va renforcer l'effort commercial sur cette région.

Les élus CFE-CGC demandent quels sont les dossiers importants, notamment dans le secteur public, qui portent l'activité Testing. La direction indique que parmi les gros clients Testing, il y a le ministère de l'éducation, Pole emploi, URSSAF, le ministère de l'Europe.

Les élus demandent un support écrit avec un niveau de détail plus important que celui donné à l'oral en séance.

A la demande des élus sur les cadeaux de Noel qui ont été distribués en fin d'année, la direction confirme et assume le fait que seulement certains salariés ont été ciblés en regard de leur contribution et qu'aucune action de « régularisation » ne sera engagée. Les élus soulignent quand même qu'au-delà de la sélection arbitraire, le contenu ne semble pas compatible de la démarche RSE avec des produits « made in China ».



LinkedIn



Les élus CFE-CGC s'inquiètent de l'augmentation du nombre d'intercontrats et travaux internes en début d'année. La direction indique que l'ARVE de ce début d'année est meilleur que les années précédentes.

La direction indique que depuis le début d'année environ 5 à 6 nouveaux logos ont été conquis.

b. Activité et situation économique et financière (dont ARVE) : Application Services (dont Insight & Data)

L'année commence dans la même dynamique que la fin d'année dernière.

CCA (Ex CSD) le cloud est une priorité. Les quelques projets sur lesquels nous avons des difficultés sont en cours de stabilisation.

Tension forte coté MALS sur DCX et Salesforce. Marché tendu avec concurrence sur les talents qui pose des difficultés.

PBS pour 3DX est également en tension sur les compétences. Safran a relancé des sujets qui nécessitent de nouvelles ressources.

Les élus interrogent la direction sur les communications dans la presse relatives à un taux d'attrition de plus de 23% qui a été publié. La direction indique que c'est un chiffre global qui est très variable d'une région à une autre. L'inde est plus volatile que la France qui est plus proche de 16%. Il n'y a pas de péril en la demeure si on regarde la concurrence qui est parfois au niveau de l'ordre de 30%.

Coté opération, il y a 2-3 sujets de niches (PLM, Salesforce) qui sont en tension sur les compétences mais ce n'est pas une généralité.

Belle dynamique chez I&D qui passe le niveau des 1000 collaborateurs avec la réorganisation et les embauches.

Les élus s'interrogent sur les effets négatifs que peut avoir l'effet d'inflation des recrutements par rapport aux salariés en place. La direction indique qu'elle fait des rattrapages au travers des promotions avec des augmentations de 15% dans un passage grade A vers B et de 10% de grade B vers C.

Les élus indiquent qu'un grade A ne vaut pas un grade C et qu'il faut du temps et un minimum de formation pour acquérir le niveau d'expérience requis. La direction indique que c'est le fonctionnement même du modèle pyramidal qui contribue aux bons résultats obtenus et que l'effort est fait sur les promotions.

À Toulouse, le projet SNCF Reboot inquiète la direction car la complexité du projet a sans doute été sous-évaluée. Un plan d'action est en cours d'élaboration.

Les élus CFE-CGC demandent comment les managers peuvent maintenir un collectif de travail avec le « New Normal ». La direction reconnaît que c'est un vrai défi et qu'il faut réinventer une nouvelle façon de travailler pour les équipes. Il y a beaucoup de réflexion à mener.



LinkedIn



Les élus CFE-CGC demandent à la direction si elle a analysé les risques dûs à la guerre en Ukraine, notamment sur l'approvisionnement en composants électroniques. La direction indique que sur notre périmètre il n'y a pas beaucoup de clients en Ukraine. En revanche Airbus a une dépendance sur la fourniture en Titane, mais ne dispose pas pour l'instant de plus visibilité.

c. Activité et situation économique et financière (dont ARVE) : FSSBU

Bon début d'année. Nos clients annoncent des résultats records.

Le taux d'activité est bon en ce début d'année qui se présente sous de bons auspices.

Un gros sujet avec MyMoneyBank en perspective. La partie migration de donnée est déjà gagnée ainsi que la partie Testing avec Sogeti.

Bonne dynamique également avec AXA.

Le Crédit Agricole offre également de bonnes perspectives.

Projet YOGA de fusion de la Société Générale avec plus d'une centaine de collaborateurs.

Beaucoup d'Appels d'Offre en cours dans le secteur bancaire mais également dans le secteur mutualiste avec la MGEN.

Les élus CFE-CGC s'inquiètent de l'augmentation du nombre d'intercontrats et travaux internes en début d'année qui passe d'environ 15% en fin d'année à environ 30% en janvier. La direction doit regarder mais indique ne pas avoir de problème d'activité.

Les élus CFE-CGC s'inquiètent du débauchage de salariés par d'autres entreprises dans le cadre du projet YOGA. La direction indique ne pas être plus amplement informée.

Les élus CFE-CGC demandent à la direction si elle est potentiellement concernée par des risques de conflit d'intérêt dans le contexte secteur public alors que le Sénat est en train de lancer des enquêtes sur l'implication des cabinets de conseil et le respect de la déontologie. La direction pense qu'il y a potentiellement une manœuvre politique pendant cette période électorale et que Capgemini ne court pas de grand risque.

d. Effectifs, TEA et Astreinte

La représentante de la CFP (Commission Formation Professionnelle) fait une déclaration sur le fait qu'une employée en Pologne remplace une salariée Française qui est partie à la retraite.

La direction indique que c'est dans l'ordre des choses de faire de l'offshore pour des tâches à plus faible valeur ajoutée. Cette justification n'est pas partagée par les élus.



LinkedIn



15146 salariés à fin janvier 2022 en regard de 15556 à fin décembre 2021 n'est pas une vraie baisse si l'on considère le mouvement des 558 salariés Cybersécurité de Sogeti vers CIS. En réalité il y a une augmentation des effectifs de 148 collaborateurs soit environ +1%.

Par ailleurs, Capgemini France anticipe un très fort besoin en recrutement cette année de l'ordre de 9000 collaborateurs.

Les élus CFE-CGC demandent confirmation que les conventions de stages ne donnent pas droit à des congés payés. La direction confirme qu'un stagiaire n'est pas un salarié, donc n'a pas droit à congés payés. C'est au bon vouloir de l'entreprise. Capgemini accorde des congés si la durée du stage est supérieure à 2 mois. La direction indique néanmoins prendre le point en regard de la concurrence sur le marché de l'emploi.

Les élus CFE-CGC demandent qu'un jour par mois dès le 1er mois soit accordé.

Pour les TEA sur Sogeti, RAS. Sur APS, il y a eu un dépassement sur le quota annuel pour un salarié.

Pour les astreintes, 2 projets principalement à l'origine des astreintes :

- EDF à cause d'une faille de sécurité à régler rapidement
- AXA

2. Approbation du projet de PV des réunions du 25 mars, 10 mai, 03 juin (réunion 1), du 03 juin (réunion 2), du 10 novembre (réunion 1), 10 novembre (réunion 2) & 16 décembre 2021

Les PV sont soumis à approbation par voie électronique sous l'outil Gedivote.

Certains élus ont souhaité ne pas participer au vote compte tenu des difficultés techniques rencontrées avec l'outil, et potentiellement des interrogations sur la fiabilité de ce dernier.

Lors des prochains CSE, la direction reprendra l'organisation des votes à sa charge.

- **PV du 25 Mars 2021 - 31 votants sur 34**
 - 27 Pour
 - 0 Contre
 - 4 Abstention
- **PV du 10 Mai 2021 - 30 votants sur 34**
 - 23 Pour
 - 1 Contre
 - 6 Abstention
- **PV du 03 Juin 2021 (Réunion 1) – 30 votants sur 34**
 - 21 Pour
 - 1 Contre
 - 8 Abstention
- **PV du 03 Juin 2021 (Réunion 2) - 30 votants sur 34**
 - 21 Pour



LinkedIn



- 1 Contre
- 8 Abstention
- **PV du 10 novembre (Réunion 1) – Pas réalisé**
- **PV du 10 novembre (Réunion 2) – Pas réalisé**
- **PV du 16 décembre 2021 – Pas réalisé**

Compte tenu des problèmes rencontrés, après interruption de séance, les élus ont décidé de ne pas poursuivre les votes par voie électronique de l'agenda et de retirer de l'ordre du jour les points 4 et 5 pour les traiter ultérieurement lors d'un CSE exceptionnel.

3. Consultation sur la politique sociale de l'entreprise, les conditions de travail et l'emploi

a. Complément d'avis au titre de l'égalité professionnelle

4. Consultations annuelles (orientations stratégiques, situation économique et financière, politique sociale)

- a. Principe du recours à un expert**
- b. Désignation de l'expert**

Reporté.

5. Désignation des 2 représentants du CSEE Appli en vue de la présentation annuelle des comptes sociaux

Reporté.

6. Information et consultation sur un projet de licenciement pour inaptitude avec dispense d'obligation de reclassement de Monsieur Michaël FLICK, représentant de proximité au sein du périmètre Appli Bretagne/Normandie

La direction présente le projet en présence de Mr Flick.

7. Désignation d'un nouveau membre titulaire au CSEC

Reporté.

8. Modification et désignation de représentant de proximité

- ICRP APPLI IDF : CFTC – Amin Athanase ELMASRI en lieu et place de Bertrand HOUDIARD
- ICRP APPLI Rhône-Alpes : CFTC – Nadia KASSOURI en lieu et place d'Emmanuel ARGNEY

9. Modification & désignation de membres des commissions du CSEE

- Antenne locale de Montpellier : Poste de trésorière – Pascale Hippert remplace Frédéric Four
- Antenne locale de Brest : Poste de trésorière – Béatrice Perruchon remplace Bertrand Reptin



LinkedIn



- Antenne locale de Grenoble : Poste de trésorier – Bernard Vincon remplace Sylvestre Gautier
- Commission loisirs régionale Bretagne Normandie : Vincent Fachero remplace Bertrand Reptin
- Commission sociale régionale Bretagne Normandie : Ariane Boulier remplace Fabienne Calvez
- Commission loisirs voyages France : Claire Bonin remplace Monique Pomel
- Commission loisirs de l'antenne locale de Sofia : intégration au comité de gestion de Ikram TAFTAFI, Antonin MALFATTI et Youcef BENZAOUI
- Commission loisirs de l'antenne locale de Grenoble : intégration au comité de gestion de Marie-Anne VIOUGEAS et Valérie GUECHOT

10. Attributions du CSEE appli en matière de santé, sécurité et conditions de travail :

- a. **Information sur le Bilan HSCT 2021 en vue de la consultation sur la politique sociale Q4 2021**
- b. **Information en vue de la consultation ultérieure sur le projet de DUER 2022**
- c. **Information en vue de la consultation ultérieure sur le Papripact 2022**

Les élus CFE-CGC font remarquer lors de la présentation des documents par la direction que le planning semble très ambitieux et s'interrogent sur la faisabilité, notamment à la vue de la qualité des documents transmis.

La direction indique qu'elle a tenu compte des demandes des membres de la CSSCT (Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail) pour essayer de raccourcir le planning global tout en sachant que certaines informations de bilan HSCT (Hygiène Sécurité et Conditions de Travail) ne sont pas disponibles avant fin janvier.

Les élus CFE-CGC alertent sur le fait qu'il faudra envisager une 2^{ème} révision pour prendre en compte les nouveaux salariés Altran qui seront intégrés en avril, sachant par ailleurs, que du côté Altran, il existe six périmètres à intégrer.

Les élus font remarquer à la direction qu'il serait important de savoir à quelle stratégie et quels objectifs se rattachent les plans d'actions mentionnés pour apprécier l'efficacité et la pertinence de ces plans.

Pour plus d'informations, contactez la CFE-CGC !

Syndicat des Cadres et de l'Encadrement

